

Communiqué de presse le 24 Décembre 2025

Cyberattaque au Groupe La Poste : la fragilité du tout-numérique révèle les dangers d'un système sans service public

Cyberattaque au Groupe La Poste : ce sont les postières et postiers qui garantissent le service public !

La CGT FAPT tient à saluer et à réaffirmer le rôle central des postières et des postiers, acteurs majeurs de la vie sociale et du service public. Une nouvelle fois, comme lors de la crise du Covid-19, ce sont eux et elles qui ont fait face à la situation, souvent sans informations claires ni consignes suffisantes de la part des directions. En première ligne dans les bureaux de poste et sur le terrain, ils et elles ont dû gérer dans cette période de forte activité, l'incompréhension légitime des usagers, les retards de colis, l'inaccessibilité aux comptes bancaire, entraînant des incivilités, voire des tensions, dans un contexte déjà dégradé par le manque d'effectifs et la réduction des moyens. Malgré cela, les postières et postiers ont continué à assurer leurs missions avec leur sens du service public et leur engagement au service de la population, démontrant une fois encore que le service public repose avant tout sur le travail humain, et non seulement sur un réseau et des outils numériques fragiles.

La CGT FAPT réaffirme que ce sont l'ensemble des postières et les postiers qui assurent véritablement le service public postal au quotidien, et ceux qu'ils ou elles soient aux contacts de la population ou dans tous les services supports et entreprises du Groupe qui œuvre dans l'ombre pour répondre aux besoins de la population et garantir le service public postal pour toutes et tous.

Cette situation démontre aussi la nécessité d'investir massivement dans le système d'information du Groupe La Poste, aujourd'hui largement sous-dimensionné au regard des missions de service public qui lui sont confiées et des exigences de sécurité.

La CGT FAPT condamne fermement la cyberattaque qui affecte actuellement le Groupe La Poste, entraînant des perturbations dans l'accès aux services. Cette situation met en lumière la fragilité du tout-numérique et les conséquences directes, pour les usagers comme pour les personnels, de choix d'organisation qui délaissent l'accueil physique et les garanties d'un service public de proximité.

Alors que le numérique est souvent présenté comme une solution universelle, cette crise démontre que dès qu'un système informatique est mis à mal, ce sont des millions d'usagers qui

se retrouvent démunis, en particulier les personnes âgées, celles en situation de précarité ou vivant dans les territoires ruraux. Pour la CGT FAPT, le numérique et la dématérialisation ne doivent jamais être des substituts au service public, à l'accueil physique humain et accessible à toutes et tous.

Dans le même temps, la question de la maîtrise des données et des infrastructures numériques devient essentielle : la dépendance à des plateformes et des clouds privés, souvent contrôlés par des intérêts économiques étrangers, expose les services publics à des risques stratégiques majeurs et à des attaques potentielles.

La CGT FAPT dénonce depuis longtemps l'illusion de la « souveraineté numérique » quand les données publiques et sensibles sont confiées à des opérateurs privés, soumis à des législations extraterritoriales. Elle porte une autre vision : le numérique au service du service public, renforçant l'accessibilité et la proximité plutôt que de creuser l'écart entre dématérialisation et présence physique.

La CGT FAPT exige :

- Le maintien et le développement de l'accueil physique dans tous les bureaux de Poste et des tournées de facteurs (lettre et colis), comme condition indispensable à l'égalité d'accès aux services publics.
- Des effectifs à la hauteur des besoins dans tous les services, la reconnaissance du rôle des personnels par des augmentations de salaire et des conditions de travail dignes pour les postières et postiers du Groupe.
- La création d'un service public de gestion, de protection et d'exploitation des données, permettant une maîtrise publique et démocratique des infrastructures numériques au service du bien commun, hors des logiques de marché.
- Des investissements publics pour un cloud souverain réellement public, sécurisé et contrôlé démocratiquement, et non livré aux intérêts privés ou aux géants du numérique.

Cette cyberattaque doit être un révélateur : un service public ne peut reposer uniquement sur le numérique. Il a besoin de femmes et d'hommes, présents en proximité dans tous les territoires, pour garantir l'égalité d'accès, le service public et la cohésion sociale.

La CGT FAPT appelle les personnels à se mobiliser pour défendre un service public postal renforcé, moderne, accessible, humain et véritablement au service de toutes et tous.

